

Histoire et Philatélie

Le Guatemala



Introduction

Le Guatemala est un pays d'Amérique centrale. Il est bordé au nord par le Mexique, à l'est par Belize (avant son indépendance le Honduras britannique) et au sud-est par le Honduras et El Salvador. Il est situé entre deux océans : au sud-ouest l'océan Pacifique, et à l'est une mince région côtière qui forme une ouverture sur la mer des Caraïbes, qui fait partie de l'océan Atlantique.

Sa superficie approche les 109 000 km², et le pays compte un peu plus de 17 000 000 habitants. C'est une république, dont la capitale est Ciudad de Guatemala.



Carte du Guatemala (extrait du site internet geology.com)

I. De la préhistoire à l'indépendance (...-1821)

L'histoire précolombienne du Guatemala est celle du peuple maya, qui a occupé le pays pendant plus de deux millénaires. L'histoire de la civilisation maya est divisée en trois périodes : la période préclassique, qui dure jusque vers les années 250 a.C., la période classique de 250 a.C. jusque vers les années 900 p.C. et la période postclassique, de 900 p.C. jusqu'à l'invasion espagnole au début du 16^e siècle.

La majorité des vestiges mayas se retrouvent dans le département du Petén, qui est la région la plus nordique du pays, frontalière avec le Mexique et Belize. Le site le plus célèbre est Tikal, un des plus grands centres urbains de la civilisation maya, en pleine forêt tropicale qui recouvre une grande partie du nord du Guatemala. L'apogée de Tikal se situe au milieu de la période classique. Les ruines, qui n'ont été découvertes qu'en 1848, sont très étendues, et c'est surtout l'imposant Temple 1, situé le long de la Grande Place de Tikal, qui en a assuré la renommée internationale.



1979, P.A. n°s 679/686
Vestiges de la culture maya de Tikal



1995, P.A. n° 851
Le Temple 1 de Tikal

Même si la majorité des sites mayas au Guatemala se trouve dans la partie nordique, d'autres vestiges sont tout aussi impressionnants, comme les stèles monolithiques de Quiriguá, érigées l'une après l'autre tous les cinq ans au 8^e siècle p.C. par un roi maya. Quiriguá est situé dans la partie orientale, le long du fleuve Motagua, tout près de la frontière avec le Honduras.

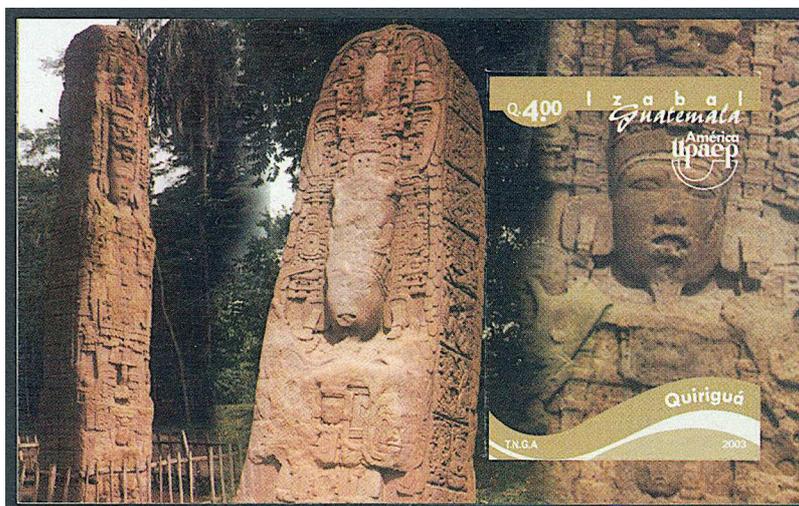


1921, n° 175



1932, n° 258 & 1942, n°s 314/315

Monolithe de Quiriguá



2004, bloc 31

Monolithes de Quiriguá

Un troisième site est celui de Zaculeu, dans le sud-ouest du pays, plus tardif puisque datant de la période postclassique. C'était la capitale des Mayas Mam.



1944, n° 320

Ruines de Zaculeu

L'on discute encore toujours sur les causes du déclin généralisé de la civilisation maya à partir de 800 p.C. Toute activité de construction disparaît, et les villes les plus importantes, comme Tikal, sont complètement abandonnées et envahies par la forêt tropicale.

La population est maintenant constituée de quelques ethnies, qui fondent des petits royaumes locaux, mais qui n'auront plus jamais l'intention de s'intégrer dans un vaste ensemble commun. Ils seront une proie facile pour les Espagnols.

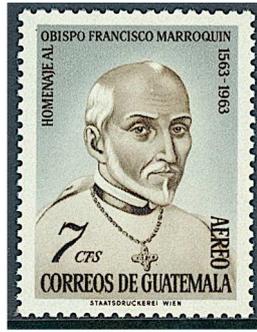
L'occupation espagnole commence en 1524, lorsque Hernán Cortés envoie son lieutenant Pedro de Alvarado (1485-1541) conquérir les territoires qui forment l'actuel Guatemala. Partant du Mexique récemment conquis, Pedro de Alvarado se dirige vers le sud, et soumet progressivement les petits royaumes qui peuplent ces régions. En quelques années, les Espagnols ont conquis la majeure partie du territoire. Comme partout en Amérique centrale et méridionale, la région est entièrement pillée par les Espagnols, et la population, réduite à l'esclavage, sert de main-d'oeuvre aux colons espagnols qui viennent s'enrichir en Amérique.



*1943, P.A. n° 127
Pedro de Alvarado*

Le Guatemala fait partie de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne, qui regroupe tous les territoires espagnols de l'Amérique du Nord et centrale. Cette vice-royauté est instaurée en 1535 et persistera jusqu'en 1821. La Nouvelle-Espagne a ensuite été divisée en capitaineries générales, et le Guatemala fait partie de la capitainerie générale du Guatemala, qui regroupe les territoires actuels du Nicaragua, du Guatemala, de Belize, du Salvador, du Honduras, du Costa Rica et de la province mexicaine de Chiapas. La situation va rester inchangée jusqu'au 19^e siècle.

Les Espagnols emploient tous les moyens pour convertir les indigènes à la foi catholique. Francisco Marroquín (1499-1563), un prêtre qui accompagne Pedro de Alvarado en 1528, est nommé dans les années 1530 le premier évêque du Guatemala.



1965, P.A. n°s 326/328

2001, n° 476

Francisco Marroquín, premier évêque du Guatemala

Les vice-rois de la Nouvelle-Espagne n'ont en général qu'une seule ambition, celle de s'enrichir le plus rapidement possible, pour profiter, à leur retour en Espagne, des richesses accumulées au détriment de la population indigène.

Une des rares exceptions est le frère Payo Enríquez de Rivera (1622-1684), un moine augustinien qui est d'abord évêque du Guatemala (1657-1667), ensuite archevêque du Mexique (1668-1681) et vice-roi de la Nouvelle-Espagne (1673-1680). Il s'occupe surtout d'améliorer les infrastructures locales, faisant construire des routes et des ponts, consolidant les fortifications, améliorant l'irrigation, et ayant le souci des conditions sanitaires des indigènes.



1945, n° 328, 1952, n°s 355/358, 1959, n° 387 & 1963-1965, P.A. n°s 287/287E

Frère Payo Enríquez de Rivera

Le Guatemala a eu plusieurs capitales successives. La première est Iximché, une ancienne ville maya dont Pedro de Alvarado fait sa capitale. Mais dès 1527, la capitale est déplacée et reçoit le nom de *Santiago de los Caballeros de Guatemala*. La ville est détruite en 1541 par une éruption volcanique, et une nouvelle capitale est fondée en 1543, qui reçoit le nom d'*Antigua Guatemala*. Mais cette ville est plusieurs fois dévastée par des éruptions volcaniques et des tremblements de terre, une dernière fois en 1773, ce qui fait décider les autorités à rechercher un lieu plus sûr pour y fonder une capitale définitive : c'est la *Ciudad de Guatemala*, dont la construction commence en 1775 et qui devient la nouvelle capitale en 1776. Le nom officiel complet de la nouvelle capitale est *Nueva Guatemala de la Asunción*.



1977, P.A. n°s 618/622

200^e anniversaire de la nouvelle capitale Nueva Guatemala de la Asunción

II. Le Guatemala indépendant (1821-...)

Le mouvement qui a mené en 1821 à l'indépendance des pays d'Amérique centrale, l'incorporation initiale de ces pays au Mexique d'Iturbide, ensuite en 1823 la formation d'un ensemble sous le nom de République fédérale d'Amérique centrale, dont la constitution est promulguée en novembre 1824 et qui va se maintenir tant bien que mal jusqu'en 1838, est largement développé dans la partie consacrée au Nicaragua, et il est donc superflu d'y revenir ici.

Il suffit de montrer ici les timbres guatémaltèques commémorant la signature à Guatemala City de l'acte d'indépendance des pays de l'Amérique centrale, le 15 septembre 1821. Cet acte est rédigé par le Hondurien José Cecilio del Valle (1780-1834).



1907, n° 137



1936, n° 278A

La déclaration d'indépendance du Guatemala en 1821 115^e anniversaire de l'indépendance



*1962, P.A. n°s 273/275
140^e anniversaire de l'indépendance*



*1971, P.A. n°s 470 & 1972, P.A. n°s 476/478
150^e anniversaire de l'indépendance*



1981, P.A. n° 740

José Cecilio del Valle, l'auteur en 1821 de la déclaration d'indépendance des pays de l'Amérique centrale

Les différentes nations qui composent la République fédérale d'Amérique latine en font sécession l'une après l'autre et proclament leur indépendance totale en 1838. En 1839, la République fédérale d'Amérique latine cesse officiellement d'exister.

Il s'ensuit une période de grande confusion, avec des alliances nouées et défaites, des guerres incessantes alternant avec des trêves signées et rompues.

L'homme fort du Guatemala est le général Rafael Carrera (1814-1865). Ennemi juré de Francisco Morazán, le président de la Fédération qui avait fait exécuter des membres de sa famille, il mène une lutte incessante contre les troupes de Morazán. Après une succession de victoires et de défaites, il réussit à prendre Guatemala City le 13 avril 1839 et à infliger le 18 mars 1840 une défaite définitive à Morazán, qui était entretemps devenu le président du Salvador.



*El Salvador, 1953, n°s 595, 597, 598 & 600
Francisco Morazán*

Carrera proclame l'indépendance totale du Guatemala le 17 avril 1839 et devient l'homme fort du pays, bien que la présidence soit officiellement occupée par Mariano Rivera Paz.

Il se fait élire président en 1844. Illettré mais intelligent, excellent stratège et plein de bon sens, il trouve ses appuis auprès des conservateurs, de l'Église, des paysans et des Indiens.

En 1848, une nouvelle guerre civile l'oblige à s'exiler au Mexique. Mais il revient en 1849 et triomphe une nouvelle fois de l'opposition libérale. Mais le Salvador et le Honduras s'allient en 1851 pour envahir le Guatemala et restaurer une Fédédation d'Amérique centrale dominée par les libéraux. Rafael Carrera, qui est redevenu le commandant en chef des forces guatémaltèques, remporte sur les troupes salvadoriennes et honduriennes une victoire définitive, le 2 février 1851, à La Arada.



2010, n°s 622/623



2010, bloc 43 :

Rafael Carrera à la bataille de La Arada, en 1851

Après cette victoire, il est à nouveau élu à la présidence le 6 novembre 1851, et parvient à se faire nommer en 1854 président à vie, avec le pouvoir de choisir son successeur.

Lui-même conservateur, il est en rivalité constante avec le président libéral du Salvador, Gerardo Barrios.



El Salvador, 1953, n°s 593, 594, 596 & 599
Gerardo Barrios, président du Salvador

Une véritable guerre s'ensuit, où le Honduras choisit le camp du Salvador, tandis que le Nicaragua et le Costa Rica soutiennent Carrera. Carrera est finalement vainqueur, et occupe temporairement le Salvador. Il meurt le 14 avril 1865, ayant choisi comme successeur Vicente Cerna y Cerna (1815-1885). Celui-ci occupe la présidence de 1865 à 1871 et mène la même politique conservatrice, exerçant une répression très ferme contre toute opposition libérale.

Cette opposition libérale se concentre surtout dans le sud-ouest du Guatemala, dans la région appelée Los Altos, qui est frontalière du Mexique et dont la capitale est Quetzaltenango. Los Altos avait déjà connu une indépendance éphémère de 1838 à 1840, mais avait été reconquise par Carrera et intégrée au Guatemala. La région essaya encore régulièrement de retrouver son indépendance, comme en 1848, mais sans succès. Elle restait cependant le principal foyer d'opposition au gouvernement central conservateur.

À partir de 1867, l'opposition, menée par Justo Rufino Barrios et Miguel García Granados, rassemble une force armée, qui parvient le 30 juin 1871 à conquérir Guatemala City, où le président conservateur Vicente Cerna a pris la fuite.



1936, n° 278C

Commémoration de la révolution libérale de 1871



1971, P.A. n°s 463/466, 463A & 464A

100^e anniversaire de la révolution libérale de 1871

Effigies de Justo Rufino Barrios et de Miguel García Granados

La présidence provisoire est donnée en 1871 à Miguel García Granados (1809-1878), un libéral modéré, soucieux de gouverner dans la légalité et cherchant à moderniser le pays. Mais il est jugé trop “mou” par les partisans de Barrios, et il est contraint de démissionner en 1873, cédant la présidence à Justo Rufino Barrios (1835-1885).



1910, n° 144



1982, P.A. n° 748
Miguel García Granados



1929, n° 235

Barrios est fort soucieux de moderniser le pays. Il développe le réseau routier et les chemins de fer, instaure l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire et procède à l'expropriation des biens de l'Église. Pour financer sa politique, il centre l'économie entièrement sur la production et le commerce du café. Mais cela le rend de plus en plus tributaire des États-Unis, dont l'influence politique croît rapidement grâce à leur contrôle des plantations de café et de bananiers - la compagnie américaine *United Fruit* en a pratiquement le monopole -, des chemins de fer et de l'activité portuaire.

Réélu en 1880 pour six ans, Barrios rêve de restaurer l'union de toutes les nations de l'Amérique centrale. Il invite en 1885 les dirigeants du Nicaragua, du Honduras, du Costa Rica et du Salvador à coopérer pour réaliser cette union, mais devant leur refus presque unanime, une nouvelle guerre éclate entre le Guatemala et le Salvador. À la tête de ses troupes, Barrios perd la vie lors de la bataille de Chalchuapa, le 2 avril 1885. Sa mort met fin à toutes les tentatives pour rétablir l'union entre les nations de l'Amérique centrale.



1924, n° 210



1926, n° 221
Le président Justo Rufino Barrios



1929, n° 233



Les présidents Jorge Ubico et Justo Rufino Barrios



*1935, n°s 264/272 & P.A. 27/29
100^e anniversaire de la naissance de Justo Rufino Barrios*

Les successeurs de Barrios sont d'abord le général Manuel Lisandro Barillas (1845-1907), de 1885 à 1892, ensuite José María Reyna Barrios (1854-1898), neveu de Justo Rufino Barrios, de 1892 à 1898. Tous deux de tendance libérale, ils poursuivent la même politique que leur illustre prédécesseur.

Il est étonnant que la poste guatémaltèque n'ait consacré aucun timbre à ces deux présidents, tandis qu'un autre politicien de l'époque, Lorenzo Montúfar y Rivera (1823-1898), a reçu l'honneur de trois timbres. Montúfar avait été le ministre des Affaires étrangères de Barrios, mais il s'en était distancié de plus en plus à cause des tendances dictatoriales du président. Il est mis à l'écart par Barrios en 1882, et ne peut jouer aucun rôle pendant la présidence de Barillas. Il se présente aux élections de 1892 – il est le premier candidat à faire sa campagne électorale en publiant sa photo dans les journaux – mais il est battu par José María Reyna Barrios, après des élections fortement truquées.



*(Perkins & Bacon)
1924, n° 212*



*(Waterlow & Sons)
1926, n° 223*



1929, n° 234

Lorenzo Montúfar y Rivera

José María Reyna Barrios est cependant visible sur les timbres de la série de 1897, consacrés à la grande *Exposición centroamericana*, qui s'est tenue à Guatemala City en 1897.



1897, n°s 63, 64, 65 & 66

*Timbres de la série consacrée à l'exposition centraméricaine de Guatemala City en 1897
Effigie du président José María Reina Barrios dans le médaillon de droite.*

José María Reyna Barrios mécontente une partie de la population en faisant proroger en 1897 son mandat présidentiel pour quatre ans. Une insurrection éclate à Quetzaltenango, rapidement réprimée, mais les leaders en sont fusillés sur ordre du président. Il perd alors de nombreux appuis, dont celui de son vice-président Manuel Estrada Cabrera.

Il est finalement assassiné le 8 février 1898, probablement sur ordre d'Estrada Cabrera. Celui-ci prend immédiatement, d'une façon violente, la présidence, et va rester au pouvoir pendant 22 ans, de 1898 à 1920, en se faisant réélire dans des élections fortement "contrôlées" par lui et son parti en 1904, 1910 et 1916.



1911, n° 146



1917, n° 160



1918, n° 161

Le président Manuel José Estrada Cabrera

Le président Estrada Cabrera (1857-1924) entreprend d'énormes travaux d'infrastructure, mais pour trouver les capitaux nécessaires, il fait de plus en plus appel à la *United Fruit Company* américaine, qui obtient des contrats qui lui donnent la mainmise sur toute l'économie guatémaltèque et le contrôle de toute activité politique. Cette mainmise se fait au détriment de la population indigène, souvent chassée de ses terres, et des paysans qui deviennent des prolétaires dans les plantations capitalistes.

De plus en plus contestée, la politique d'Estrada Cabrera devient extrêmement brutale, répressive et dictatoriale. Il fait assassiner en 1907 l'ancien président Barillas, et ses opposants sont emprisonnés, exilés et même massacrés.

Un aspect assez particulier de la personnalité d'Estrada Cabrera est sa volonté de remplacer la religion catholique au Guatemala par un culte de... Minerve. Il fait construire dans tout le pays des temples grecs dédiés à cette déesse grecque.



1902, n° 123



1929, n° 237

Temple grec dédié à Minerve, construit pendant la présidence d'Estrada Cabrera

Ayant finalement mécontenté tout le monde, l'Assemblée nationale le déclare en 1920 mentalement incompetent et l'oblige à démissionner. Il est incarcéré, condamné à la prison à vie pour corruption et il meurt en prison le 24 septembre 1924.

La présidence provisoire est donnée à Carlos Herrera (1856-1930), qui avait été un membre important de l'équipe d'Estrada Cabrera, mais qui s'était lui aussi détourné du président. Il essaie dès son avènement de restreindre les pouvoirs de la *United Fruit Company*, mais la puissance de cette dernière est tellement grande qu'il est renversé après un an et remplacé par le général José María Orellana (1872-1926), qui va restituer à la *United Fruit Company* tous ses privilèges. Il reste à la présidence jusqu'à sa mort suspecte (empoisonné ?) le 26 septembre 1926.



1929, n° 236
Le président José María Orellana

C'est le général Lázaro Chacón González (1872-1926) qui succède à Orellana à la présidence. Il va exercer sa fonction présidentielle jusqu'en 1930, quand il doit se retirer à cause d'un accident vasculaire cérébral. Il accorde certaines libertés et réalise quelques travaux d'intérêt public, mais la fin de sa présidence voit l'économie s'effondrer dans la crise mondiale de 1929.

Après quelques péripéties sanglantes, le général Jorge Ubico Casteñada (1878-1946) accède à la présidence, qu'il va occuper jusqu'en 1944. Il va gouverner d'une façon dictatoriale, se basant sur les propriétaires des grandes plantations et les magnats de l'exportation, qui sont tous à la solde la *United Fruit Company*, qui n'a jamais été aussi puissante. Il retire le droit de vote aux illettrés, qui forment alors les trois-quarts de la population, ce qui renforce encore sa position. Il se compare lui-même à l'empereur Napoléon et même à Hitler. C'est sans aucun doute le régime le plus dictatorial et répressif que le Guatemala, qui en a pourtant une longue expérience, ait connu. Le seul point en faveur d'Ubico est son aversion de toute corruption : la moindre suspicion de corruption est sévèrement punie.



1937, n°s 289 & 290
Le président Jorge Ubico

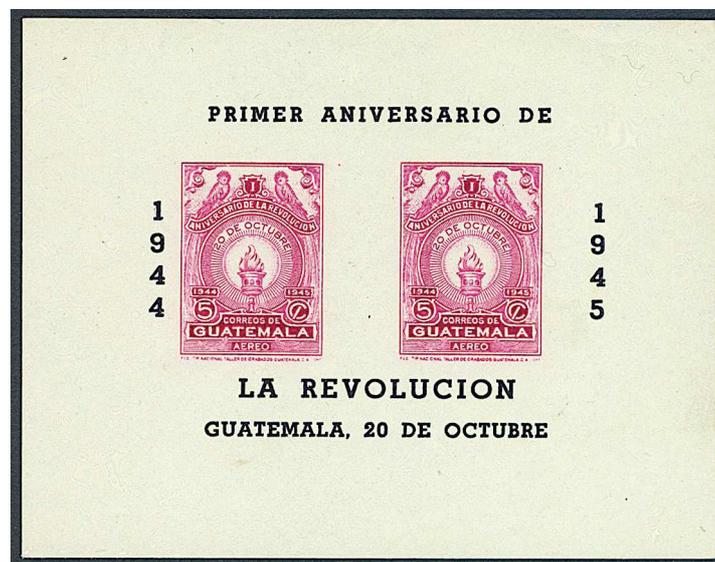


1938, P.A. n° 96

En 1944, après 14 ans de pouvoir, Ubico est contraint de démissionner sous la poussée d'un groupe de jeunes officiers. Il part en exil aux États-Unis, où il mourra le 14 juin 1946.



1945, n°s 324 & P.A. 130/133



1945, bloc 4

Premier anniversaire de la révolution de 1944



1945-1947, n°s 325 & P.A. 149/152
Commémorations de la révolution de 1944



1994, n^os 466/470
50^e anniversaire de la révolution de 1944

C'est Juan José Arévalo (1904-1990), un homme de centre-gauche, qui est élu à la présidence. Pendant sa présidence de 1945 à 1951 et celle de son successeur, Jacobo Árbenz Guzmán (1913-1971), de 1951 à 1954, le pays connaît une période de démocratie et de progrès social. De nombreuses lois en faveur de la petite bourgeoisie, des ouvriers et des paysans sont votées, au détriment des grands propriétaires qui tentent plusieurs fois de renverser le président. Il est étonnant que ces deux présidents, les meilleurs que le Guatemala ait connus, n'ont jamais été honorés par le moindre timbre-poste.

Les programmes d'alphabétisation et de santé publique se succèdent, mais lorsqu'une importante réforme agraire, qui oblige la *United Fruit Company* à céder une partie de ses terres, est lancée en 1953, la coupe est pleine pour les États-Unis. Le gouvernement du président Eisenhower et la CIA lancent une gigantesque campagne contre le président Árbenz, le présentant comme un danger communiste. Ils donnent une aide massive (propagande, presse, finances, armes) à la droite conservatrice, et, grâce à ce soutien, le général Carlos Castillo Armas (1914-1957) parvient à évincer le président en juin 1954 et à prendre le pouvoir : tout redevient de nouveau comme avant la révolution démocratique et sociale de 1944, et le Guatemala émet des timbres pour fêter la "Libération"...



1956, n^os 378/380
La "Libération" après le coup d'État de 1954



1956, P.A. n°s 214/222
 La "Libération" après le coup d'État de 1954
 Le président Carlos Castillo Armas

La réforme agraire est abrogée, et la *United Fruit Company* redevient omnipotente. Castillo Armas obtient 99% des voix dans des élections de 1954, auxquelles son parti et lui-même sont seuls à pouvoirs se présenter. Toute opposition est taxée de communisme, et entraîne l'incarcération, la torture et souvent l'exécution. Castillo Armas est assassiné le 26 juillet 1957.



1959, P.A. n°s 235/241
 Le président Carlos Castillo Armas

Après l'assassinat de Castillo Armas, le Guatemala entre dans une longue guerre civile, qui va durer jusqu'en 1996. Les présidents successifs sont presque tous des hauts officiers de l'armée, qui prolongent indéfiniment la dictature militaire basée sur la répression et la violence.

Sous le prétexte de vouloir éviter le glissement du Guatemala vers le communisme, les campagnes d'une sauvagerie inouïe se succèdent contre les groupements de gauche. Les massacres, tortures et viols, perpétrés par des milices d'extrême droite, soutenues par la dictature militaire, payées et entraînées par des instructeurs américains, font des centaines de milliers de victimes.

Parmi les présidences les plus brutales, il faut citer celle de Carlos Manuel Arana Osorio (1970-1974) et surtout celle d'Efraín Ríos Montt, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1982, et responsable d'un véritable génocide dans son pays.



1973-1974, n°s 425/428 & 429
Le président Carlos Manuel Arana Osorio

L'incessante guérilla menée par les opposants armés de gauche et d'extrême-gauche devient cependant de plus en plus efficace, après le renversement de Somoza au Nicaragua par les sandinistes en 1979 et leur union en 1982 dans un organisation nationale appelée *Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca*.

Ce n'est qu'avec l'accession à la présidence en 1986 du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo qu'un apaisement s'annonce. Le processus vers la démocratisation du pays est difficile et connaît des hauts et des bas, mais finalement, l'accord entre le gouvernement et les mouvements révolutionnaires est signé en décembre 1996, après quarante ans de guerre civile.

L'activiste d'origine indigène Rigoberta Menchu, activiste des droits de l'homme, reçoit en 1992 le prix Nobel de la paix pour "son travail pour la justice sociale et la réconciliation basée sur les droits des peuples autochtones". Elle n'a pas encore eu l'honneur d'un timbre dans son propre pays, mais l'Uruguay lui a consacré un timbre-poste en 2019.

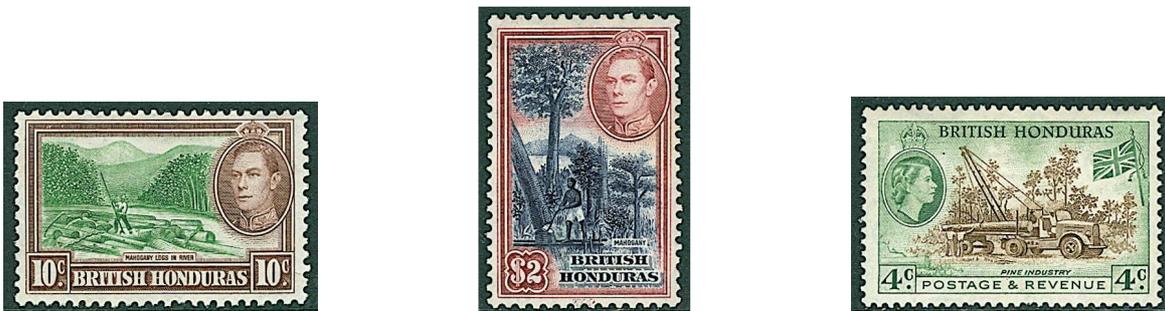


*Uruguay, 2019, n° 2936
Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992*

Annexe 1. Le conflit Guatemala - Honduras britannique

Les conflits entre la Grande-Bretagne et l'Espagne pour le contrôle du territoire qui est actuellement le Belize dataient déjà de l'époque coloniale. L'affaiblissement de l'Espagne attirait de plus en plus d'Européens du Nord, surtout des Anglais, vers cette région. Ils ne se souciaient pas le moins du monde des lois et règlements espagnols, et cherchaient avant tout à s'enrichir par le commerce de bois précieux, comme l'acajou.

Après des frictions continues entre les autorités espagnoles et les nouveaux arrivants de l'Europe du Nord, le traité de Paris de 1763, et ensuite le traité de Versailles de 1783 confirmaient la souveraineté absolue de l'Espagne sur la région, mais accordaient aux Anglais tous les droits de s'y installer et de s'y occuper de l'abattage et du commerce des bois précieux.



*Honduras britannique, 1938, n°s 123 & 128, et 1953, n° 150
Les timbres montrent l'importance des bois précieux pour l'économie*

Après l'effondrement de l'Empire colonial espagnol en Amérique, le nouvel État indépendant Guatemala reprit à son compte les revendications espagnoles, et essaya à son tour d'obtenir la souveraineté sur ce qui est maintenant le Belize.

Mais les intérêts économiques, basés sur le commerce de l'acajou, y étaient devenus tellement importants pour la Grande-Bretagne, que celle-ci refusa de céder ce territoire, et elle imposa le 13 avril 1859 un traité avec le Guatemala, où la souveraineté anglaise était reconnue et les frontières fixées. Pour bien souligner le caractère anglais de la région, Londres donna en 1862 au territoire de Belize le statut de colonie anglaise, sous le nom de Honduras britannique.



*Honduras britannique, 1938, n° 129 & 1953, n° 147
Armoiries de la colonie du Honduras britannique*

Pendant la présidence guatémaltèque du président Barrios (1873-1885), le pays proclame sans interruption sa revendication sur le Honduras britannique, mais il est finalement contraint en 1884 de reconnaître la souveraineté anglaise, à condition que l'administration anglaise accepte de construire une route reliant Guatemala City à la mer des Caraïbes.

Mais cette route ne sera pas construite, et l'irritation guatémaltèque s'accroît de plus en plus.



1924, n° 210



1929, n° 233

Le président Justo Rufino Barrios

Le Guatemala relance donc ses revendications sur le Honduras britannique, mais, pauvre et faible, le pays ne dispose pas des moyens militaires, politiques ou économiques pour faire valoir ses droits.

Le Guatemala passe alors progressivement, aussi bien politiquement qu'économiquement, entièrement aux mains de l'*United Fruit Company*, un géant américain du commerce de fruits, véritable entreprise multinationale avant la lettre.

Cette entreprise prend toutes les décisions, avec l'accord tacite des États-Unis (Foster Dulles, qui fut très longtemps le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, en était un des principaux actionnaires !). Elle dispose de capitaux américains énormes, et a tout avantage à garder un statu quo dans la région. Ce statu quo implique que l'argent américain passe dans les poches de quelques dictateurs centraméricains successifs très conservateurs, au détriment de la population qui reste socialement et économiquement réprimée. Les deux marionnettes principales entre les mains de l'*United Fruit Company* sont Manuel José Estrada Cabrera (président de 1898 à 1920) et Jorge Ubico (président de 1931 à 1944).



1911, n° 146



1918, n° 161

Le président Manuel José Estrada Cabrera



*1938, P.A. n° 96
Le président Jorge Ubico*

Lorsque ce dernier sent sa popularité s’effriter, il relance le vieux conflit du Honduras britannique, pour remonter le terrain et regagner la confiance de la population. C’est une véritable manoeuvre de diversion.

Et pour la première fois, des timbres représentant des cartes géographiques sont émis comme propagande visuelle, pour souligner les aspirations guatémaltèques.

Au départ, la carte de 1936 est “correcte”, avec des frontières exactes, mais avec la mention “Belize” au lieu de “British Honduras”, pour la région située entre le Guatemala et l’océan Atlantique.



*1936, n° 278
La carte géographique “correcte”*

Devant l’absence de réaction de la Grande-Bretagne, le Guatemala va plus loin en 1939 : le timbre de 1936 est réémis, mais avec une carte modifiée, où le Honduras britannique a cessé d’exister et est devenu une partie intégrante du territoire guatémaltèque ! Ce même timbre paraît encore en 1948, avec une surcharge “1948”, ainsi que pour la poste aérienne.

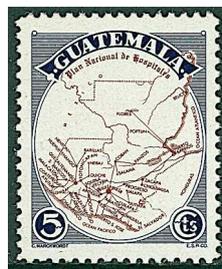


*1939, n° 303 et 1948, n°s 336 & P.A. 159
La carte modifiée, où le Honduras britannique est devenu guatémaltèque*

En 1940, le président-dictateur Ubico proclame l'invalidité du traité de 1859, parce qu'il avait été signé par le Guatemala "sous la contrainte". Ubico considère le Honduras britannique comme une partie de l'héritage espagnol, mais la Grande-Bretagne réplique - à juste titre - en affirmant qu'il n'y avait jamais eu qu'une présence espagnole infime dans cette région.

Les revendications guatémaltèques persistent même après la chute d'Ubico en 1944, et en 1945, un décret officiel est promulgué, affirmant que Belize fait partie du territoire guatémaltèque : dans la nouvelle constitution, Belize devient le 23^e département du Guatemala.

Cela se retrouve depuis dans de très nombreuses émissions de timbres-poste, jusqu'en 1984 : sur chaque carte géographique représentée, le Belize fait partie du Guatemala.



1951, n° 350



1956, P.A. n°s 211/213



1984, P.A. n° 784

Et les autorités guatémaltèques vont encore plus loin : pour ceux qui auraient encore des doutes ou des scrupules, des nouveaux timbres sont émis en 1959 et en 1967, la première fois avec la surcharge *“Belize es nuestro”*, la deuxième fois avec le texte *“Belize es de Guatemala”*.



1959, P.A. n° 243



1967, n°s 404/406

À partir de 1954, le sentiment national est fortement gonflé au Guatemala par une succession de gouvernements militaires de droite, qui sont presque toujours arrivés au pouvoir par un “coup”, et qui essaient de détourner la population des problèmes économiques et sociaux en répétant sans cesse les revendications du pays sur le Honduras britannique.



1959, P.A. n° 235

Le président Carlos Castillo Armas (1954-1957)



1973, n° 425

Le président Carlos Arana Osorio (1970-1974)

Cette revendication sans cesse répétée a une conséquence : l'indépendance promise au Honduras britannique est plusieurs fois remise. La Grande-Bretagne se rend parfaitement compte que, dès que les forces britanniques auraient quitté les lieux, le Guatemala ne ferait qu'une bouchée de Belize.

C'est pourquoi le processus de décolonisation est très long au Honduras britannique :

- En 1960, la colonie reçoit une nouvelle constitution.



*Honduras britannique, 1960, n°s 162/165
La nouvelle constitution*

- En 1961, des négociations sont entamées entre la Grande-Bretagne et le Guatemala, mais elle sont déjà suspendues en 1963.

- En 1964, la Grande-Bretagne accorde une autonomie limitée au Honduras britannique, pour répondre aux efforts du leader local George Price.



*Honduras britannique, 1964, n°s 185/189
L'autonomie limitée accordée au Honduras britannique (surcharge "Self Government")*

- En 1965, les deux pays se mettent d'accord pour demander l'arbitrage diplomatique des États-Unis. Mais ceux-ci, surtout pour des raisons économiques, choisissent nettement le camp du Guatemala et de son gouvernement de droite. Cela est inacceptable aussi bien pour la Grande-Bretagne que pour la population locale, qui aspire à l'indépendance.

- En 1972, l'on est à deux doigts de la guerre : la Grande-Bretagne envoie un contingent armé dans sa colonie, et la Royal Navy effectue des manoeuvres dans les eaux locales. Le Guatemala décrète lui aussi la mobilisation générale.
- En 1973, le Honduras britannique retrouve son nom initial, Belize.



*Belize, 1973, n°s 310, 312 & 314
Surcharge "Belize" sur des timbres du Honduras britannique*

- Entre 1975 et 1981, la demande d'indépendance devient de plus en plus forte, et cette demande trouve de plus en plus d'appuis aussi bien aux Nations-Unies que dans les pays voisins (d'abord Cuba, ensuite le Mexique, le Panamá, le Nicaragua, etc.)
- Le 21 septembre 1981, cette indépendance est enfin proclamée, avec l'accord du bout des lèvres de la Grande-Bretagne. Soumis à une forte pression internationale, le Guatemala est forcé en 1992 de reconnaître cette indépendance. Mais déjà en 1994 et surtout en 1998, le pays revient à la charge, en revendiquant des grandes parties du territoire bélizien. Ne trouvant aucun appui international, le Guatemala essaie maintenant de parvenir à ses fins d'une façon plus subtile, en stimulant l'envoi de "squatters" dans la forêt tropicale du Belize, pour y effectuer des coupes de bois illégales. Ce n'est pas fini...



*Belize, 1981, n°s 538 & 539
Surcharge "Independence 21 Sept. 1981"*

Annexe 2. La colonie belge de Santo Tomás

Il serait inconcevable de ne pas accorder quelques lignes à un épisode singulier de l'histoire de la colonisation belge : la tentative d'installer une colonie belge sur la côte atlantique du Guatemala, à Santo Tomás.

Toutes les informations relatées ici, ainsi que les illustrations, proviennent du superbe livre de Patrick Maselis, *Des Açores à la Nouvelle Zélande*, édité en 2005.

Les Anglais avaient reçu en 1834 une concession de 400 000 hectares autour de Santo Tomás, sur la côte atlantique du Guatemala. Ils la revendent à une compagnie belge érigée en 1841, la *Compagnie belge de Colonisation*, qui est dirigée par le comte Théophile de Hompesch, et qui jouit de la haute protection du roi Léopold 1^{er}.



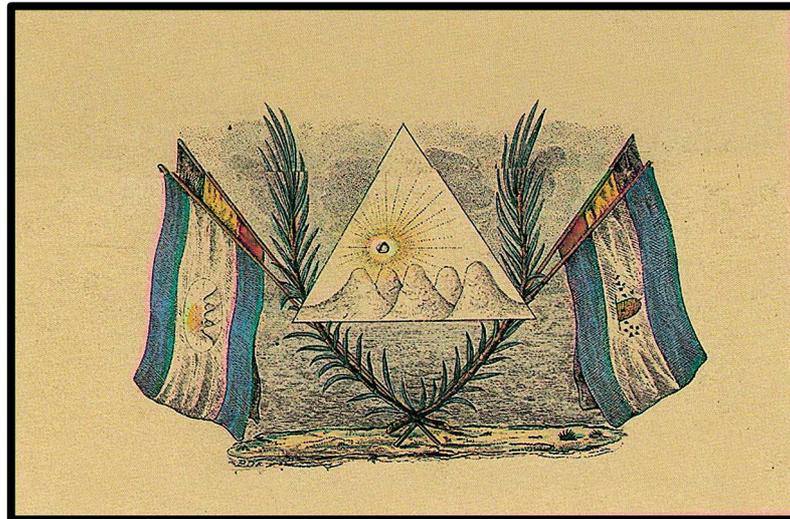
Action de la Compagnie belge de Colonisation
(copié du livre de Patrick Maselis *Des Açores à la Nouvelle Zélande*)

Espérant réaliser d'énormes bénéfices de ce territoire guatémaltèque, l'avidité des actionnaires n'a d'égale que leur absence totale de sens des réalités.

Quelques rapports très négatifs ne font l'objet d'aucune attention, et une campagne publicitaire barnumesque est lancée, présentant la région de Santo Tomás comme le paradis sur terre.

Les premiers départs vers ce “paradis” ont lieu en 1843. Les partants ne sont pas les artisans et les hommes de métier qu’il aurait fallu, mais surtout des personnes défavorisées, croyant trouver au Guatemala des richesses faciles inaccessibles pour elles en Belgique.

Arrivés sur place, la déception est grande pour ces nouveaux colons : au lieu du paradis terrestre promis, il ne trouvent que pauvreté, désolation, un climat insalubre, maladies tropicales et une complète absence d’organisation.



*Drapeau de la Compagnie belge de Colonisation
(copié du livre de Patrick Maselis Des Açores à la Nouvelle Zélande)*

Déjà en 1844, la situation semble désespérée, et malgré quelques tentatives (investissements, envoi de militaires et de quelques personnes plus capables) pour sauver la jeune colonie du désastre, en 1847 il est décidé de rapatrier les colons qui ne désirent pas rester dans cet enfer guatémaltèque. La *Compagnie belge de Colonisation* est ensuite contrainte de déposer son bilan.

Il faut cependant signaler que c’est l’absence totale d’une étude préalable sérieuse qui a fait échouer ce projet de colonisation belge : quelques années plus tard, la *United Fruit Company* américaine s’y est installée, et, après des investissements adéquats, a fait fructifier la région, bien sûr à son seul et entier profit...

Table des matières :

- Introduction	p. 2
- I : De la préhistoire à l’indépendance (...-1821)	p. 3
- II : Le Guatemala indépendant (1821-...)	p. 8
- Annexe I : Le conflit Guatemala - Honduras britannique	p. 22
- Annexe II : La colonie belge de Santo Tomás	p. 29